

2 En photos: Les deux séquences de grève du 6 novembre et du 21 au 23 novembre 2023

10 Revendications étudiantes: Rémunération des stages : où en est-on ?

14 Solidarité: Notre appui aux luttes se poursuit

NÉGOCIATIONS

Ahuntsic, d'une seule voix

LE 8 DÉCEMBRE PROCHAIN, SELON TOUTE PROBABILITÉ, NOUS ENTAMERONS NOTRE TROISIÈME SÉQUENCE DE GRÈVE EN FRONT COMMUN.

AHUNTSTIC EN GRÈVE

D'ICI LÀ, ON VOUS PROPOSE UN RETOUR EN IMAGES SUR LES DEUX PREMIÈRES SÉQUENCES TELLES QUE VÉCUES PAR LES PROFS DU COLLÈGE ET LEURS COLLÈGUES DU PERSONNEL DE SOUTIEN ET PROFESSIONNEL, POUR QUE NOTRE MOBILISATION DES DERNIÈRES SEMAINES NOUS INSPIRE DANS LES SEMAINES À VENIR.

6 NOVEMBRE



Photo: Daniel Lévesque



Photo: David Schwinghamer

Premier « coup de semonce », en cette matinée frisquette du 6 novembre, une demi-journée de grève, question de roder la machine. En grand nombre, les grévistes des syndicats du personnel enseignant, du personnel de soutien et des professionnel·le·s (SPECA, SPSCA et SPPCA) unissent leurs forces sur la ligne de piquetage.

21 NOVEMBRE



Première journée de trois jours de grève en continu. Pour se réchauffer pendant les 6 heures de piquetage et activités de grève prescrites, tous les moyens sont bons : séance d'aérobic devant les portes du Collège, action pochoir géant, port des objets de visibilité pour les allié·e·s à quatre pattes, etc.

Photo: Daniel Lévesque



Photos ci-contre: Suzie Tremblay





Photo: Pierre Bayard



Quand on ne dispose pas comme Suzie, la fée du SPECA, d'une couverture centenaire pour s'emmitoufler, on peut trouver refuge à l'ICI pour assister à une conférence de Bertrand Guibord, de la Coalition Main rouge, ou encore s'énergiser en participant à une manifestation de quartier.



Photos ci-contre et en haut à droite: Daniel Lévesque

22 NOVEMBRE



Photo : David Schwinghamer

De la grande visite en ce matin pluvieux : les dirigeant·e·s des quatre grandes organisations syndicales du Front commun (CSN, CSQ, FTQ et APTS) ont choisi le Collège Ahuntsic pour faire leur point de presse sur l'évolution des négos. En mi-journée, les membres du SPECA se réunissent à l'occasion d'une assemblée générale d'information.



Photo : Julie Cloutier



L'après-midi est consacré en partie à une grande manifestation dans le quartier Ahuntsic, qui nous permet d'encourager au passage les enseignant·e·s en grève du collège privé Regina Assumpta, puis les employé·e·s de l'Hôpital Fleury, qui font partie comme nous du Front commun, mais doivent assurer les services essentiels à la population.



23 NOVEMBRE



Photo: Justyna Mitka



Photo: Daniel Lévesque

Jour de manifestation régionale du Front commun. Une large délégation ahuntsicoise se retrouve à un des points de départ de la manifestation, au Collège de Maisonneuve, avec des centaines d'autres travailleuses et travailleurs du secteur public.



À qui la rue ? À nous la rue ! À travers les manifestant•e•s qui déambulent sur la rue Sherbrooke, des profs du Collège Ahuntsic se distinguent par leurs pancartes exclusives – Labatt Bleue, logo des Kings – réalisées par notre collègue d’Infographie Réjean Painchaud.





Photo : Daniel Lévesque

Les manifestant•e•s parti•e•s du Collège de Maisonneuve rejoignent deux autres groupes qui convergent vers le Parc des Faubourgs, près du pont Jacques-Cartier, où les attendent discours et soupe chaude. Pendant ce temps, devant le Collège Ahuntsic, ce n'est pas l'ambiance qui manque ; rarement les klaxons et les mots d'encouragement ont-ils été aussi faciles à obtenir.



Photo : David Schwinghamer

REVENDEICATIONS ÉTUDIANTES

Rémunération des stages : où en est-on ?

Par ELSA MYOTTE

Enseignante en graphisme et présidente du SPECA

Vous vous rappelez peut-être qu'en mars 2019, plus de 30 000 étudiant·e·s québécois·e·s (dont les étudiant·e·s du Collège) exerçaient une semaine de grève dans le cadre du mouvement pour une rémunération juste des stages. L'assemblée générale du SPECA avait d'ailleurs adopté une résolution pour appuyer cette lutte étudiante (voir encadré page suivante). Un article du *SPECA-Hebdo*¹ exposait à l'époque les principaux constats plaidant en faveur de la rémunération des stages, de même que les divergences des acteurs du mouvement sur la façon d'y arriver.

Quatre ans plus tard, maintenant que la pandémie de COVID a perdu son urgence, le dossier revient à l'avant-plan des revendications étudiantes. En effet, dans le cadre de la campagne *Au front pour la rémunération*, l'Union étudiante du Québec (UEQ²) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ³), ainsi que diverses associations étudiantes collégiales et

universitaires, militent en ce moment pour la rémunération de tous les stages dans le réseau public et parapublic. De son côté, la Coalition de résistance pour l'unité étudiante syndicale (CRUES⁴) va plus loin en prônant la salarisation des stages, s'inscrivant ainsi dans la lignée des Comités unitaires sur le travail étudiant (CUTE) dissous en 2019. Voici un aperçu des développements dans ce dossier au cours de la dernière année.

AU PRINTEMPS, DES SIGNES POLITIQUES ENCOURAGEANTS

Fin mars 2023, alors que les étudiant·e·s de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) et du Cégep de Rimouski exercent plusieurs jours de grève pour dénoncer la non-rémunération des stages, l'Assemblée nationale adopte unanimement une motion déposée par le député péquiste de Matane-Matapédia, Pascal Bérubé,



1. Christian Goyette, « Mobilisation étudiante pour la rémunération des stages : Payés, ou pas payés ? », *SPECA-Hebdo*, vol. 39, no 3, mars 2019, p. 7-10.

2. Créée en 2016 suite à la dissolution de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), l'UEQ regroupe 11 associations étudiantes universitaires.

3. La FECQ regroupe 28 associations étudiantes collégiales, dont l'Association générale étudiante du Collège Ahuntsic (AGECA).

4. Née ce printemps des cendres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), dissoute en 2019, la CRUES rassemble une dizaine d'associations étudiantes collégiales et universitaires qui adhèrent à son syndicalisme de combat.

demandant au gouvernement de reconnaître le statut de salarié·e·s aux étudiant·e·s stagiaires du secteur public⁵.

En avril, sur les ondes de Radio-Canada, la ministre de l'Enseignement supérieur, Pascale Déry, reconnaît que les étudiant·e·s stagiaires dans le réseau public méritent une rémunération pour leur travail, mais admet du même souffle qu'elle ne sait pas encore comment s'y prendre pour remédier à la situation⁶.

À L'AUTOMNE, LE TEMPS PRESSE

Près de cinq mois plus tard, le 5 septembre, paraît dans *La Presse* une [lettre ouverte](#) du président de la Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL⁷), co-signée par les présidentes de l'UEQ et la FECQ et par une cinquantaine de représentant·e·s d'associations étudiantes, de syndicats et d'organismes, dont Cybill Bou-Nassif, présidente de l'AGECA⁸ et Caroline Quesnel, présidente de la FNEEQ-CSN⁹. En ce début d'année scolaire dans les cégeps et les universités, les co-signataires dénoncent le manque de proactivité du gouvernement à poser des gestes concrets pour régler cet enjeu, qui touche plus particulièrement les femmes :

«Chaque rentrée, on indique à nos futures infirmières, intervenantes, enseignantes et éducatrices que la charge de travail qu'elles prennent sur leurs épaules pendant leur formation temps plein ne mérite pas de rémunération. Mais on les remercie pour leur dévouement, on leur répète que ça ne doit pas être facile, et on souligne leur courage. Surtout, on les remercie d'avoir choisi ce métier, cette vocation. "On en a besoin!", dit-on avec une tape dans le dos.¹⁰»

RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR L'AG DU SPECA LE 14 FÉVRIER 2019

Considérant la mobilisation étudiante autour de l'enjeu de la rémunération des stages ;

Considérant les positions du SPECA en faveur de la gratuité, de l'accessibilité et du caractère public de l'éducation au Québec ;

Considérant la précarité financière des étudiant·e·s, particulièrement dans les situations où l'essentiel de leur temps doit être consacré à leur stage ;

Considérant la situation d'iniquité existante entre les stages rémunérés et ceux qui ne le sont pas ;

Considérant que la vaste majorité des stages non rémunérés se retrouvent dans des domaines moins valorisés socialement ou à forte prédominance féminine ;

Considérant que les stagiaires, en particulier les jeunes, sont utilisé·e·s dans certains milieux de travail comme main-d'œuvre à bon marché en remplacement des travailleuses et travailleurs ;

Considérant que tout travail mérite la reconnaissance et une juste rémunération ;

L'assemblée générale du SPECA :

- appuie la lutte étudiante pour une rémunération juste des stages ;
- invite ses membres à appuyer la lutte pour la rémunération des stages, notamment :
 - en respectant d'éventuels votes de grève ou lignes de piquetage ;
 - en se montrant flexible avec les étudiant·e·s stagiaires impliqué·e·s dans la campagne ;
- demande que le gouvernement débloque des fonds pour financer une juste rémunération des stages et assurer la pérennité des stages pour tous les programmes pertinents ;
- appuie d'éventuelles demandes des stagiaires à l'effet d'avoir accès à l'accréditation syndicale de leur corps d'emploi et aux protections syndicales associées.

5. Pour lire le texte de cette motion : Pierre-Olivier Lefrançois, « L'Assemblée nationale adopte la motion du PQ pour la rémunération des stages », *Noovo Info*, 30 mars 2023. <https://www.noovo.info/nouvelle/lassemblee-nationale-adopte-la-motion-du-pq-pour-la-remuneration-des-stages.html>

6. Radio-Canada, « Les étudiants en stage "méritent d'avoir une rémunération", dit la ministre Déry », *ICI Bas-Saint-Laurent*, 12 avril 2023. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1970950/ministre-pascale-deroy-enseignement-superieur-stages-universite-cegep-sante-rimouski>

7. La CADEUL regroupe les 89 associations étudiantes de premier cycle de l'Université Laval à Québec.

8. Association générale étudiante du Collège Ahuntsic.

9. Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec – Confédération des syndicats nationaux, à laquelle le SPECA est affilié.

10. James Boudreau, « Une énième rentrée marquée par des stages non rémunérés », *La Presse*, 5 septembre 2023. <https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2023-09-05/cegeps-et-universites/une-enieme-rentree-marquee-par-des-stages-non-remuneres.php>

Quelques jours plus tard, à l'occasion d'un point de presse à l'Assemblée nationale¹¹, les présidentes de l'UEQ et la FECQ se joignent aux représentant·e·s des trois partis d'opposition, Pascal Bérubé, Alexandre Leduc et Madwa-Nika Cadet, pour réclamer des actions immédiates de la part de la Ministre afin d'assurer dans les meilleurs délais la rémunération juste et équitable de tous les stages publics et parapublics, comme le gouvernement s'était engagé à le faire en mars dernier.

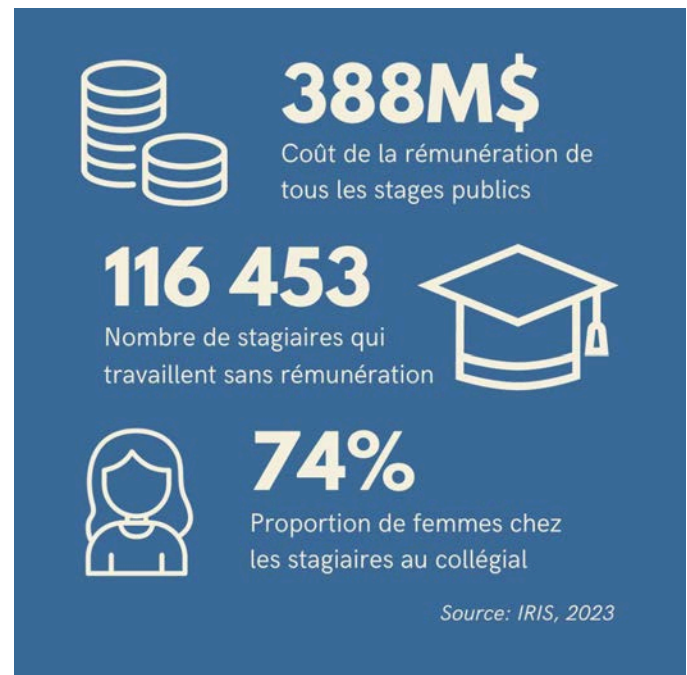


En octobre, la campagne *Au front pour la rémunération* bat son plein. Le mouvement étudiant demande à la Ministre un échéancier clair pour la mise en place de solutions concrètes et pérennes permettant de rémunérer tout·e·s les stagiaires dans les domaines public et parapublic. Comme la précarité de ces étudiant·e·s est encore accentuée par la hausse du coût de la vie, l'urgence d'agir n'en est à ses yeux que plus grande.

Réunissant près d'une centaine d'étudiant·e·s (incluant une délégation de l'AGECA), la première action de mobilisation du Front pour la rémunération de tous les stages se tient le 10 octobre, sous la forme d'une soupe populaire devant les bureaux du ministère de l'Enseignement supérieur à Montréal. La ministre Déry va à la rencontre des manifestant·e·s, mais elle n'a toujours rien de concret à leur annoncer.

Le 19 octobre, l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) publie une [étude](#) qui permet de chiffrer différents aspects de la question de la rémunération des stages. Ainsi, on y apprend notamment qu'il n'en coûterait que 388 millions pour rémunérer tous les stages du secteur public, que plus de 116 000 stages ne sont toujours pas rémunérés au Québec et que 74 % des stagiaires de niveau collégial sont des femmes¹². À l'occasion de la publication de cette étude, la présidente de la FECQ, Laurence Mallette-Léonard, affirme :

« Avec 84 % des stages québécois encore non-rémunérés, la situation est inexcusable. Au fond, c'est toute la société québécoise qui s'hypothèque en dévalorisant des domaines d'emploi essentiels qui font les manchettes pour les pénuries de main d'œuvre les affectant. Les demandes de 250 000 personnes étudiantes étant maintenant chiffrées, nous attendons leur réalisation. »



Les efforts d'information et de mobilisation se poursuivent fin octobre et début novembre. Dans le cadre de la campagne *Au front pour la rémunération*, des points de presse ont lieu à Chicoutimi, à L'Assomption et à Sorel-Tracy pour faire connaître les réalités liées aux stages dans différents cégeps à travers le Québec. Le 1^{er} novembre, c'est à Québec que les militant·e·s

11. Julien Denis, « Stages rémunérés : les oppositions pressent le gouvernement », *Noovo Info*, 13 septembre 2023. <https://www.noovo.info/nouvelle/les-oppositions-sunissent-pour-exiger-la-remuneration-de-tous-les-stages-etudiants>

12. Milène Lokrou et Julia Posca, *Estimation des coûts d'une rémunération des stages au niveau postsecondaire*, IRIS, octobre 2023, 17 p.

se déplacent pour distribuer des tracts et interpeller les député·e·s devant l'Assemblée nationale. Quelques jours plus tard, le 7 novembre, une nouvelle déception les attend : la mise à jour économique du gouvernement ne comprend aucune somme pour concrétiser son engagement à rémunérer les stages.



Le mouvement étudiant frappe son plus grand coup de l'automne à l'occasion de la Journée internationale des stagiaires, le 10 novembre, alors que des milliers d'étudiant·e·s en grève manifestent pour la rémunération des stages dans les rues de Québec, de Sherbrooke, de Montréal, de Rimouski et de Chicoutimi¹³. Pour la CRUES, «cette grève s'inscrit à l'intérieur d'une escalade des moyens de pression pour la salarisation des stages instaurée dès 2015 par les personnes étudiantes en internats en psychologie, puis par les CUTE à partir de 2016 et, plus récemment, par la grève de cinq semaines de l'Association des étudiantes et des étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM (ADEESE) à l'automne 2022 et la grève d'une semaine de l'Association générale étudiante du campus de Rimouski de l'UQAR (AGECAR) et de l'Association générale des étudiantes et des étudiants du Cégep de Rimouski (AGECR) à l'hiver 2023¹⁴ ». Elle ajoute que tant que la salarisation des stages n'est pas obtenue, «diverses associations étudiantes entendent poursuivre l'intensification des moyens de pression dans l'année à venir et n'excluent pas la possibilité d'une grève générale illimitée¹⁵ ».

La dernière action en soutien à la rémunération des stages date du 27 novembre, alors qu'une dizaine d'associations étudiantes de partout à travers le Québec manifestent devant le bureau de circonscription de la ministre Déry, à Repentigny. Près de huit mois après l'adoption unanime d'une motion en faveur de la rémunération des stages, malgré toutes les actions de mobilisation du mouvement étudiant, le gouvernement se traîne toujours les pieds et, entretemps, les stagiaires continuent à travailler bénévolement dans les secteurs public et parapublic.

Vous souhaitez poser un geste concret pour soutenir la cause? Nous vous invitons à signer la [pétition](#) pour la rémunération des stages obligatoires sur le site de l'Assemblée nationale du Québec¹⁶. Vous avez jusqu'au 23 janvier 2024 pour le faire. En espérant que la somme de tous ces petits gestes finira par faire bouger le gouvernement plus tôt que tard. ■



13. Radio-Canada, « Les étudiants s'unissent pour réclamer des stages rémunérés », *ICI Québec*, 10 novembre 2023.

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2025853/greve-remuneration-stage-etudiants>

14. Coalition de résistance pour l'unité étudiante syndicale, « Appel à la grève et à des manifestations pour la salarisation des stages », 8 octobre 2023.

<https://crues.org/2023/10/08/appel-a-la-greve-et-a-des-manifestations-pour-la-salarisation-des-stages-2/>

15. *Ibid.*

16. <https://www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-10501/index.html>

SOLIDARITÉ

Notre appui aux luttes se poursuit

Par CAROLINE JOLY

Enseignante en sciences sociales (sociologie), secrétaire et responsable des communications au SPECA

Depuis la publication du dernier *SPECA-Hebdo*, plusieurs organismes ont reçu notre appui, dont les suivants:

- **Amnistie internationale**, un mouvement mondial constitué de plusieurs millions de personnes réparties dans plus de 150 pays qui défend le respect et la protection des droits humains.
<https://www.amnistie.ca/>
- **Collectif Échec à la guerre**, une coalition d'organismes de la société civile québécoise, préoccupés par la place grandissante de la guerre dans la politique étrangère canadienne et par la montée d'un discours officiel militariste au Canada.
<https://echecalaguerre.org/le-collectif/>



- **Réseau international pour l'innovation sociale et écologique (RISE)**, un organisme dont l'objectif est de rassembler, d'inspirer et d'agir pour construire une mondialisation inclusive et harmonieuse.
<https://rise-global.info/>
- **Ligue des droits et libertés**, un organisme qui vise à faire connaître, à défendre et à promouvoir l'universalité, l'indivisibilité et l'interdépendance des droits reconnus dans la Charte internationale des droits de l'Homme.
<https://liguedesdroits.ca/>

- **Fondation Léa-Roback**, dont le but est de promouvoir l'éducation comme moyen d'épanouissement et d'émancipation personnel et collectif, de même que l'accès universel à l'éducation pour les femmes.
<https://www.fondationlearoback.org/>
- **Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens (ATTAC-Québec)**, dont l'objectif est de rétablir un contrôle démocratique des marchés financiers et de leurs institutions.
<https://quebec.attac.org/>

Jeudi 7 décembre à 14h15

Cafétéria du bloc G

AG

Projet de politique sur la **SANTÉ MENTALE ÉTUDIANTE**

Révision de la politique sur le **PERFECTIONNEMENT** enseignant

NÉGOS 2023: état des lieux, mob et **GRÈVE**



Arrivez tôt pour profiter d'un dessert!

SPECA Syndicat du personnel enseignant du Collège Ahuntsic